

### **Vers un plan d'action mondial pour l'eau**

Des délégués de plus de 60 pays se sont réunis à Rome, du 21 au 23 Janvier, pour négocier l'élaboration d'un plan d'action mondial pour l'eau au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette réunion est la troisième rencontre de haut niveau visant à préparer le Forum mondial de l'eau qui se tiendra du 16 au 22 mars 2009 à Istanbul, en Turquie. « *L'agriculture absorbe environ 90% de la consommation d'eau douce. Elle est de loin le plus gros utilisateur d'eau* », explique Alexander Müller, sous-directeur général de la FAO, soulignant que de « *nouveaux concepts et une forte volonté politique* » seront nécessaires pour résoudre les problèmes de l'eau au niveau mondial. Pour la FAO, il serait possible d'économiser d'importantes quantités d'eau au profit d'autres secteurs si l'on parvenait à augmenter la productivité de l'eau en agriculture. En obtenant les mêmes rendements agricoles avec une réduction d'1% de la consommation d'eau, on augmenterait de 10 % les disponibilités en eau pour d'autres secteurs selon la FAO. Les organisateurs du forum entendent montrer que la gestion durable de l'eau est intimement liée à la sécurité alimentaire. Des bassins fluviaux majeurs, notamment d'importantes régions agricoles autour du fleuve Colorado aux Etats-Unis, de l'Indus en Asie du sud, du fleuve jaune en Chine, du Jourdain au Proche-Orient, du delta du Nil en Afrique et du Murray Darling en Australie, sont « saturés », une augmentation de l'utilisation d'eau y est désormais impossible.

### **Foire agricole de Berlin, vers un « Davos » de l'agriculture**

A l'occasion de la foire agricole de Berlin, du 16 au 25 Janvier, vingt-six ministres<sup>1</sup> de l'agriculture ont élaboré un plan d'action pour lutter contre la malnutrition dans le monde. Cette rencontre, organisée à l'initiative du gouvernement allemand, entend devenir le « *Davos de l'agriculture* », à l'image du forum qui réunit chaque année en Suisse les principaux décideurs politiques et financiers. Une semaine avant la conférence de haut niveau de Madrid sur la sécurité alimentaire, les 26 et 27 janvier, les participants se sont entendus sur un programme en cinq points : augmenter la production agricole, tout en préservant les ressources, renforcer les investissements, soutenir les zones rurales et la recherche, et donner la priorité à l'alimentation comme débouché des ressources agricoles.

Dans leur déclaration finale, les ministres ont estimé que « *la promotion de la production agricole, particulièrement dans les pays ayant des problèmes de sécurité alimentaire, doit redevenir une priorité* ». Ils ont appelé à des mesures orientées vers les besoins concrets de ces pays, expliquant que « *la responsabilité de la définition de telles mesures et de leur mise en œuvre incombe aux pays concernés* ». En matière d'investissements, ils ont souhaité une approche adaptée et basée sur les forces, les besoins et les priorités spécifiques de chaque pays. La déclaration estime également que le développement de régions rurales viables sur le plan économique doit être « *la priorité de toute politique* » et qu'il est essentiel que les agriculteurs aient accès au savoir et aux technologies, aux ressources productives et aux intrants. Cette réunion a également été l'occasion d'évoquer les négociations en cours dans le cadre du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce. Laurent Sedego, le ministre burkinabé de l'agriculture, s'est d'ailleurs félicité que les ministres de l'agriculture discutent ensemble de ces problèmes. Ceux-ci se sont entendus sur la nécessité « *de faciliter l'accès au marché, de supprimer toute forme de promotion des exportations ayant un effet de distorsion sur les échanges et de réduire les subventions ayant ce même effet afin de garantir des échanges de produits agricoles équitables* ». Enfin, les participants ont estimé qu'il fallait élaborer « *des normes universellement acceptées pour la production durable et aider ensuite les pays en développement à les mettre en œuvre* ».

### **La fondation Gates finance l'introduction en Afrique des cultures génétiquement modifiées**

La fondation Bill & Melinda Gates a annoncé le versement de 5,4 millions de dollars au Donald Danforth Plant Science Center aux Etats-Unis. L'objectif affiché de ce financement est d'aider « *à lutter contre la faim* » via l'introduction en Afrique des cultures génétiquement modifiées enrichies d'éléments nutritifs, notamment sur la banane, le riz, le sorgho et le manioc. Si les chercheurs du Danforth précisent que ces variétés seront offertes aux agriculteurs africains, ils doivent néanmoins obtenir l'approbation réglementaire des pays cibles pour avancer dans leur recherche. Le Danforth Center a déjà des partenariats avec des organisations tels que le Kenya Agricultural Research Institute (KARI), the International Institute for Tropical Agriculture (IITA), la National Root Crop Research Institute (NRCRI) au Nigéria, et la National Agricultural Research Organisation (NARO) en Ouganda.

<sup>1</sup> Etaient présents les ministres de l'agriculture : de l'Azerbaïdjan, de la Bulgarie, du Burkina Faso, de la Chine, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Indonésie, du Kirghizstan, de la Croatie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Macédoine, de la Mongolie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Suède, de la Suisse, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de l'Ukraine, de la Hongrie et de l'Allemagne ainsi que des représentants de la FAO.